

19 janvier 2023

Débat d'Orientations Budgétaires 2023



Débat d'Orientations Budgétaires

1) Commune de Marcy l'Etoile

Trajectoire Finances Publiques 2023-2027

La trajectoire des finances publiques 2023-2027 présentée par le gouvernement ambitionne de **réduire le déficit public, maîtriser la dépense publique** et les **prélèvements obligatoires**, tout en finançant plusieurs priorités (soutenir la compétitivité des entreprises, tendre vers le plein emploi, assurer les transitions écologique et numérique...).

Le projet de loi de programmation prévoit ainsi de **ramener le déficit public sous la barre des 3% d'ici 5 ans**.

Parallèlement, **la dette publique** serait relativement stable à 111,2% du PIB en 2023, 111,3% en 2024, 111,7% en 2025, Pour maîtriser les dépenses publiques, le texte fixe à 0,6% la croissance moyenne en volume de la dépense publique sur la période 2022-2027 contre 1,2% entre 2018 et 2022 et prévoit notamment :

- la trajectoire de l'ensemble des administrations publiques, **avec des dépenses fiscales nouvellement créées qui devront être bornées dans le temps** ;
- Le montant maximal de l'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période 2023-2027 ;
- **Des aides aux entreprises limitées à cinq ans maximum à partir du 1er janvier 2023** et le conditionnement du renouvellement de ces aides à une évaluation de leurs efficacité et coût ;
- les objectifs et le cadre financier pluriannuel des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale, **avec un pilotage et un bornage dans le temps des niches sociales**.

Le projet de loi instaure, par ailleurs, de nouveaux outils :

- **Les collectivités locales devront participer à l'effort de redressement des comptes publics via des pactes de confiance**. (collectivité dont le budget est supérieur à 400 M d'€

(2 novembre 2022)

Les principaux points du budget 2023

I Généralités

L'évolution des budgets des ministères et des effectifs publics

Tous les budgets ministériels sont en hausse, à l'exception de celui du ministère de l'économie et des finances, des missions "anciens combattants" et "plan de relance".

Les budgets consacrés à la transition énergétique et écologique augmentent de 15%, les crédits de la mission "travail et emploi" de 6,7 milliards d'euros et le budget de l'éducation nationale de 3,7 milliards (dont 935 millions pour les revalorisations salariales des enseignants). Les crédits de la mission "santé" sont majorés de 2,1 milliards (dont plus d'un milliard pour l'aide médicale d'État).

De leur côté, les budgets des ministères régaliens bénéficient d'une nouvelle hausse : + 3 milliards d'euros pour la Défense conformément à la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, +1,4 milliard d'euros pour l'Intérieur et pour la 3e année consécutive + 8% pour la Justice .

Au total, près de 11 000 postes supplémentaires de fonctionnaires pour l'État et ses opérateurs sont prévus en 2023. Ils viendront principalement renforcer les effectifs des ministères régaliens (+3 069 postes pour l'intérieur, +2 253 pour la justice et +1 547 pour les armées) et de l'éducation nationale (+2 000 postes - 2 000 postes d'enseignants seront supprimés et 4 000 postes d'accompagnants d'élève en situation de handicap - AESH- seront créés).

Les principaux points du budget de l'Etat en 2023

I Généralités Suite

Le projet du gouvernement

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

Le gouvernement table sur des prévisions de croissance de 2,7% en 2022 et de 1% en 2023, ainsi que sur une inflation de 5,3% en 2022 et de 4,2% en 2023. Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

En 2022 comme en 2023, le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB, alors que le déficit budgétaire de l'État se réduirait de 14 milliards d'euros, pour atteindre 158,5 milliards en 2023. Les dépenses de l'État s'établiraient à 480,3 milliards d'euros en 2023 (- 2,6% par rapport à 2022), tandis que les recettes nettes du budget général sont prévues à 345,1 milliards d'euros. Le poids de la dette publique baisserait de 111,5% du PIB en 2022 à 111,2% en 2023.

Les principaux points du budget 2023

II Les ménages

Le pouvoir d'achat des ménages

Le bouclier tarifaire énergétique est prolongé en 2023, avec une hausse des prix contenue à 15% à partir du 1er janvier 2023 pour le gaz et à partir du 1er février 2023 pour l'électricité (sans ce bouclier, la hausse aurait dépassé les 100%). Le coût brut de la mesure est estimé à 45 milliards d'euros et son coût net à 16 milliards d'euros.

Pour protéger le revenu disponible de tous les ménages, même lorsque leurs salaires augmentent, le barème de l'impôt sur le revenu sera indexé sur l'inflation.

L'année 2023 se traduira également par la suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales. 20% des ménages les plus aisés la règlent encore.

Les principaux points du budget 2023

III Les entreprises

Les mesures pour l'emploi et les entreprises

Pour parvenir au plein emploi, 3,5 milliards d'euros sont destinés à l'aide à l'embauche d'alternants, avec l'objectif d'atteindre un million d'entrées d'ici 2027. France compétences, qui finance l'apprentissage, bénéficiera d'un soutien exceptionnel de 2 milliards d'euros. Pour assurer le maintien en emploi des salariés, le Fonds national pour l'emploi (FNE) et Transitions collectives sont dotés de 325 millions d'euros.

Le plan de réduction des tensions de recrutement est prolongé pour soutenir la formation des demandeurs d'emploi de longue durée. Ce budget permettra également de démarrer des actions pour accompagner la préfiguration de France Travail, futur guichet unique pour les demandeurs d'emploi, et des expérimentations pour l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Concernant les entreprises, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée sur deux ans, en 2023 et en 2024.

La suppression de cet impôt de production, créé en 2010, vise à accroître la compétitivité des entreprises françaises, notamment dans le secteur industriel.

Face à la flambée des prix de l'énergie, 3 milliards d'euros sont en outre prévus à destination des entreprises.

Les principaux points du budget 2023

IV La transition écologique

Les mesures pour la transition écologique

L'effort de rénovation énergétique des logements privés est poursuivi (+2,5 milliards d'euros). Le dispositif MaPrimeRénov' Sérénité sera renforcé et le dispositif MaPrimeRénov' sera davantage orienté vers les opérations de rénovation plus performantes.

Le verdissement du parc automobile est aussi soutenu à hauteur d'1,3 milliard d'euros, notamment pour **lancer mi 2023 le nouveau dispositif de leasing social** (location de voiture électrique à 100 euros/mois pour les foyers modestes).

Le plan vélo, annoncé par le gouvernement le 20 septembre 2022, bénéficiera d'un fond de 250 millions d'euros.

La stratégie nationale pour la biodiversité 2030 sera financée à hauteur de 150 millions d'euros.

Les principaux points du budget 2023

V Les collectivités territoriales

Les mesures pour les collectivités locales

Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales passent de 52,32 à 53,45 milliards d'euros (soit +2,15%).

Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "fonds vert", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales.

Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Pour compenser le produit de la CVAE des entreprises, les départements et le bloc communal se verront attribuer une fraction de la TVA, qui sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires.

Pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi-milliard d'euros est budgété.

DOB 2023

2023-2026 Les enjeux pour Marcy l'Etoile

DOB 2023

2023-2026

**Les dépenses de fonctionnement sous
tension**

Quelques éléments sur le budget pour 2023 - 2026

Une inflation importante (5,9 % en 2022) qui va être génératrice d'une hausse en fonctionnement au niveau des frais de personnel, énergie, achats restaurant scolaire etc.

Un dynamisme important dans les investissements

Un besoin constant d'autofinancement pour les investissements afin de ne pas accroître l'endettement de la commune (et du secteur public en général)

Une volonté de ne pas augmenter le taux des impôts communaux : la Taxe Foncière est la seule à la main des communes et encore, à hauteur de 50 % pour la Taxe Foncière des entreprises.

Une recherche constante de subventions auprès de l'Etat et de la Région.

Un nécessaire partage des responsabilités au sein de la commune pour la recherche d'économies (bonnes pratiques, investissements « verts » mutualisation des services etc..)

Les points d'attention des dépenses de fonctionnement

Chap 011 Charges à caractère général sensibles aux coûts de l'énergie en particulier

Chap 012 Frais de personnels sous tension du fait de l'inflation (+ 8 % environ)

Chap 65 Autres charges dépendantes aussi de l'évolution des indices

Chap 66 Frais financiers toujours sous un contrôle strict

I Gaz : Une quasi totale dépendance à l'importation

Importations brutes en gaz naturel en Europe

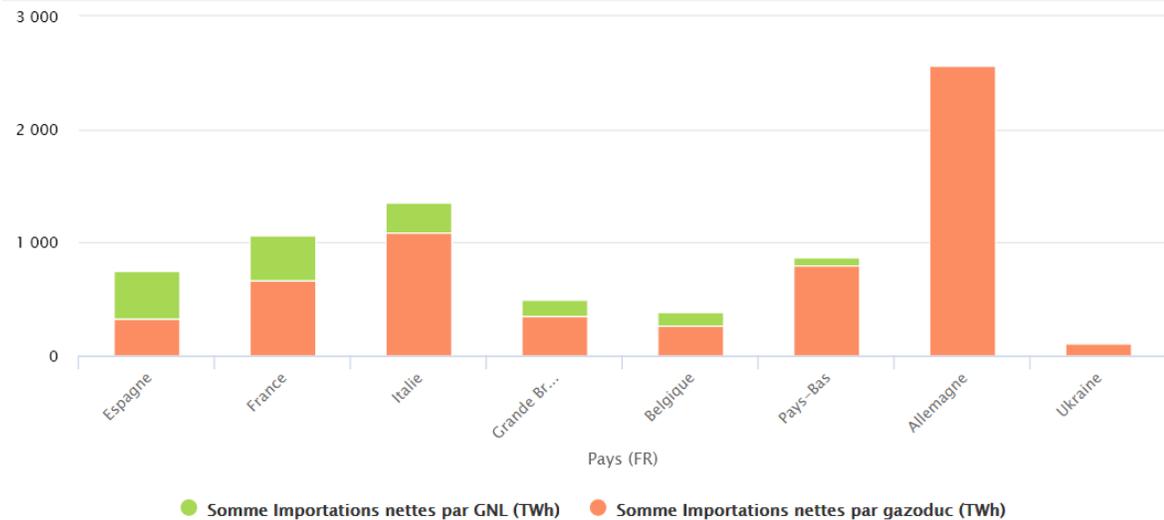
Informations Tableau Analyse Export API

Axe X Pays (FR) Nombre de points max. 200 Tri par défaut

Ventiler les séries Empilement Normal Fusionner les axes Y Ajouter une série

Colonnes Axe Y Somme Importations nettes par GNL (TWh) Utilisé pour le tri

Colonnes Axe Y Somme Importations nettes par gazoduc (TWh) Utilisé pour le tri

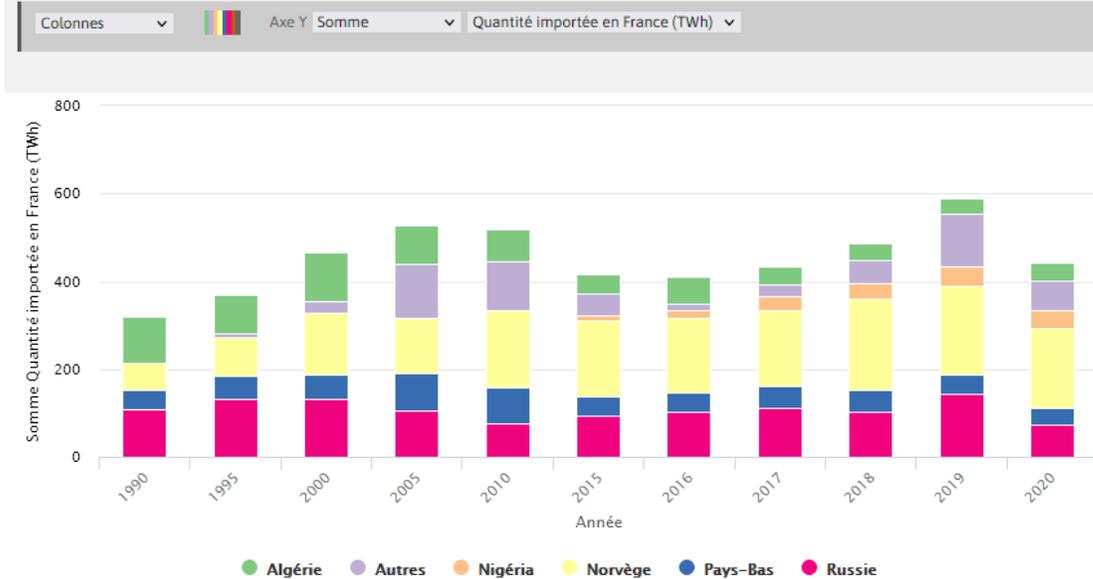


Origine du gaz naturel importé en France

Informations Tableau Analyse Export API

Axe X Année Nombre de points max. Tout afficher

Ventiler les séries Pays d'origine (FR) Empilement Normal Ajouter une série



Partager Intégrer Widget

II Les stocks de gaz sont pleins mais le prix reste à un niveau élevé

Stock quotidien dans les stockages de gaz (à partir de novembre 2010)

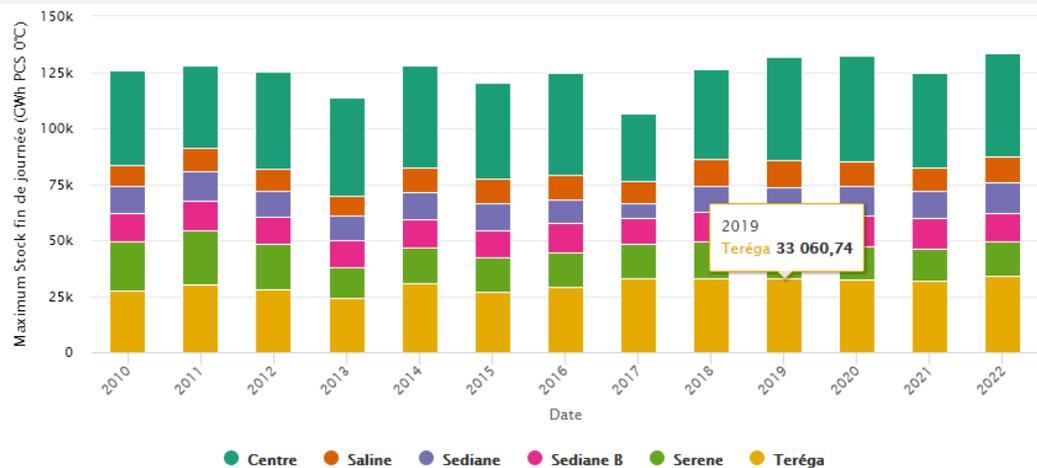


Informations Tableau Analyse Export API

Axe X Date Année Nombre de points max. Tout afficher

Ventiler les séries PITS Empilement Normal Ajouter une série

Colonnes Axe Y Maximum Stock fin de journée (GWh PCS 0°C)



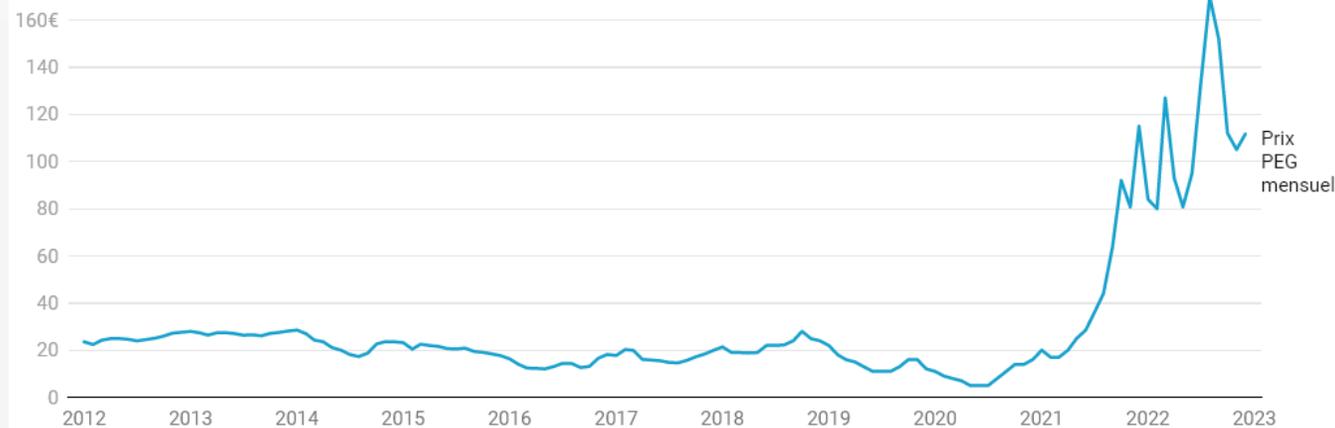
Éditer en mode avancé

Partager Intégrer Widget

Source : open data énergie

Prix du gaz naturel sur le marché de gros PEG à M+1

Moyenne mensuelle des prix PEG en € / MWh observée sur le marché pour des contrats à M+1.



PEG : Point d'échange Gaz

Graphique: Selectra • Source: EEX • Créé avec Datawrapper

III Coût de l'énergie sur Marcy l'Etoile en 2023 et 2024

Coûts 2022 : Electricité : 118 774,38 € (89 276,38€ en 2021)

Gaz : 65 263,56 € (74 682,03€ en 2021)

Pour 2023 :

GAZ : + 14% (soit +/- 10 000 € sur moyenne conso 2021 et 2022)

**ELECTRICITE : + 10 % en moyenne avec incertitude importante pour sites > 36 Kva
+ 12,5 % pour bâtiments pour sites <= 36 Kva**

(Soit +/- 22 000 € sur moyenne conso 2021 et 2022)

- 50 % pour éclairage public (moyenne Sigerly)

Pour 2024 :

GAZ : +250 à 300 % (soit + 140 000 €)

ELECTRICITE : ? (Demande application du bouclier tarifaire)

(Source SIGERLY du 30 novembre 2022)

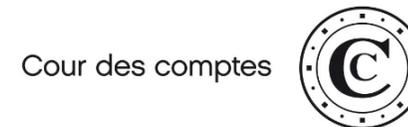
Compte Administratif Prévisionnel au 28/12/2022

COMPTE ADMINISTRATIF 2022	Budget communal		
au 31.12.2022 (provisoire)			
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	Total
	€	€	€
Résultat de l'exercice			
Dépenses	4 910 712.52	3 948 945.30	8 859 657.82
Recettes	6 835 398.31	2 370 735.03 <small>(dont affectation résultat au 1068 : 1 692 700 €)</small>	9 206 133.34
Résultat de l'exercice	1 924 685.79	-1 578 210.27	346 475.52
Excédent/Besoin de financement Antérieur reporté	107 217.72	5 121 067.79	5 228 285.51
RESULTAT CUMULE	2 031 903.51	3 542 857.52	5 574 761.03
RESTES A REALISER sur 2023			
Dépenses		3 564 263.64	
Recettes		813 920.00	
Total pour affectation en 2023	2 031 903.51	792 513.88	2 824 417.39
affectation au 1068 en investissement			
	2 031 903.51		

L'évolution des Recettes de fonctionnement difficiles à prévoir

- + Zoom automatique

Chap 73 : Augmentation des bases de Taxes Foncières estimées à + 7% mais attention au coefficient de compensation.



Chap 74 : Compensation de l'exonération de 50 % de la Taxe Foncière des entreprises, non maîtrisée par la commune

Il est à noter qu'une réflexion est en cours sur la réforme du financement des collectivités territoriales (rapport CDC 10/2022)

LE FINANCEMENT
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES :
DES SCÉNARIOS
D'ÉVOLUTION

Communication à la commission des finances du Sénat

Un exemple d'augmentation des charges de personnel : Evolution des taches du service urbanisme

TABLEAU RACAPITULATIF URBANISME			
ANNEE	2020	2021	2022
PERMIS DE CONSTRUIRE	37	59	43
DECLARATIONS DE TRAVAUX	74	101	88
PERMIS D'AMENAGER	4	3	7
AUTORISATION ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	3	11	13
TOTAL	118	174	151

DOB 2023

2023-2026 Un investissement dynamique

Réalisations investissement 2022

Type	N°	Libellé	Budget 2022	liquide 2022	Restes a réaliser 2022
B	16	Emprunt	0.00		
D	152	Maison des arts Charbon	260 136.00	120 575.03	74 424.97
D	16	Remboursement dette	342 000.00	341 863.43	0.00
D	124	Autres matériels	138 860.38	42 779.51	17 400.00
D	126	Vehicules	40 000.00	46 674.32	0.00
D	127	Plantations espaces verts	105 674.24	16 765.04	37 376.13
D	155	Amenagements Terrains extér	200 000.00	0.00	0.00
D	158	Aménagement du vallon	415 886.00	61 579.85	311 523.00
Total D		Sous total "Autres"	1 502 556.62	630 237.18	440 724.10

Type	N°	Libellé	Budget 2022	liquide 2022	Restes a réaliser 2022
U	103	Eclairage public	332 700.00	20 000.00	206 800.00
	104	Signalisation	45 050.00	31 009.20	7 626.00
U	106	Travx Voirie	787 773.48	245 679.47	169 165.73
U	121	Enfouissement			
U	142	Place Weissach			
U	136	Réserves foncieres	0.00	0.00	0.00
U	143	Aménagement du centre	12 760.00	1 896.00	864.00
U	157	Pistes cyclables	0.00	28 190.76	32 606.40
U	159	Eleusys	2 032 000.00	1 907 798.27	6 357.20
Total U		Sous Total Urbanisme	3 210 283.48	2 234 573.70	423 419.33
Total général			9 302 801.58	3 940 632.30	3 426 149.98

Type	N°	Libellé	Budget 2022	liquide 2022	Restes a réaliser 2022
B	16	Emprunt	0.00		
B	79	Complexe sportif	305 104.99	123 627.79	16 743.60
B	84	Eglise	2 000.00	0.00	0.00
B	97	Salle des fêtes	22 601.60	20 237.44	0.00
B	99	Ecoles publiques	2 327 224.55	109 663.15	2 000 652.32
B	100	Mairie	83 100.00	39 974.63	29 980.47
B	109	Alarmes	10 000.00	0.00	0.00
B	111	Bibliotheque	56 531.22	20 614.11	865.25
B	112	Maison pour Tous	5 924.00	2 188.80	2 157.60
B	114	Cimetiere	20 000.00	0.00	0.00
B	116	Logements municipaux	6 000.00	40 041.40	0.00
B	118	Terrains foot	31 906.87	15 094.07	0.00
B	122	Maison de la Rencontre	108 543.08	29 051.68	0.00
B	128	Maison Mérieux	30 582.00	15 150.00	0.00
B	129	Ateliers Municipaux	6 400.00	2 398.12	0.00
B	132	Maison Carnino/Musée	54 608.00	4 608.00	39 432.95
B	133	Maison Bonnot	6 987.04	6 369.44	0.00
B	135	Maison de l'enfance	19 000.00	477.92	0.00
B	137	Batiment La Poste	228 585.92	11 734.50	118 683.43
B	138	Restaurant scolaire	30 800.73	10 005.73	4 396.32
B	139	Maison du mail	35 000.00	79.70	0.00
B	140	Œuvres d'art			
B	141	Tennis	33 500.00	8 097.60	1 563.36
B	144	Logements sociaux	55 967.00	0.00	37 466.00
B	147	Halle municipale	1 430.40	0.00	1 430.40
B	149	Creche municipale	94 000.00	12 831.00	27 209.92
B	150	Espace co-Working			
B	151	local associatif	52 000.00	0.00	55 000.00
B	153	Annexe Restaurant	18 670.00	4 875.85	3 559.86
B	154	Local Tir à l'Arc			
B	156	Skate park	470 040.00	354 965.99	96 521.67
B	160	Local commercial	223 454.08	11 734.50	116 343.40
B	161	Local Imp Jean colomb	250 000.00	232 000.00	10 000.00
Total B		Sous Total Batiments	4 589 961.48	1 075 821.42	2 562 006.55

Principales Prévisions d'investissements 2023

Dépenses

Rénovation énergétique et autres dépenses 2022 encore engagées :	3 500 K€
Aménagement du Vallon Pierres Rouges :	1 800 K€
Etudes de construction Résidence Séniors :	200 K€
Autres investissements 2023 :	3 200 K€
TOTAL :	8 700 K€

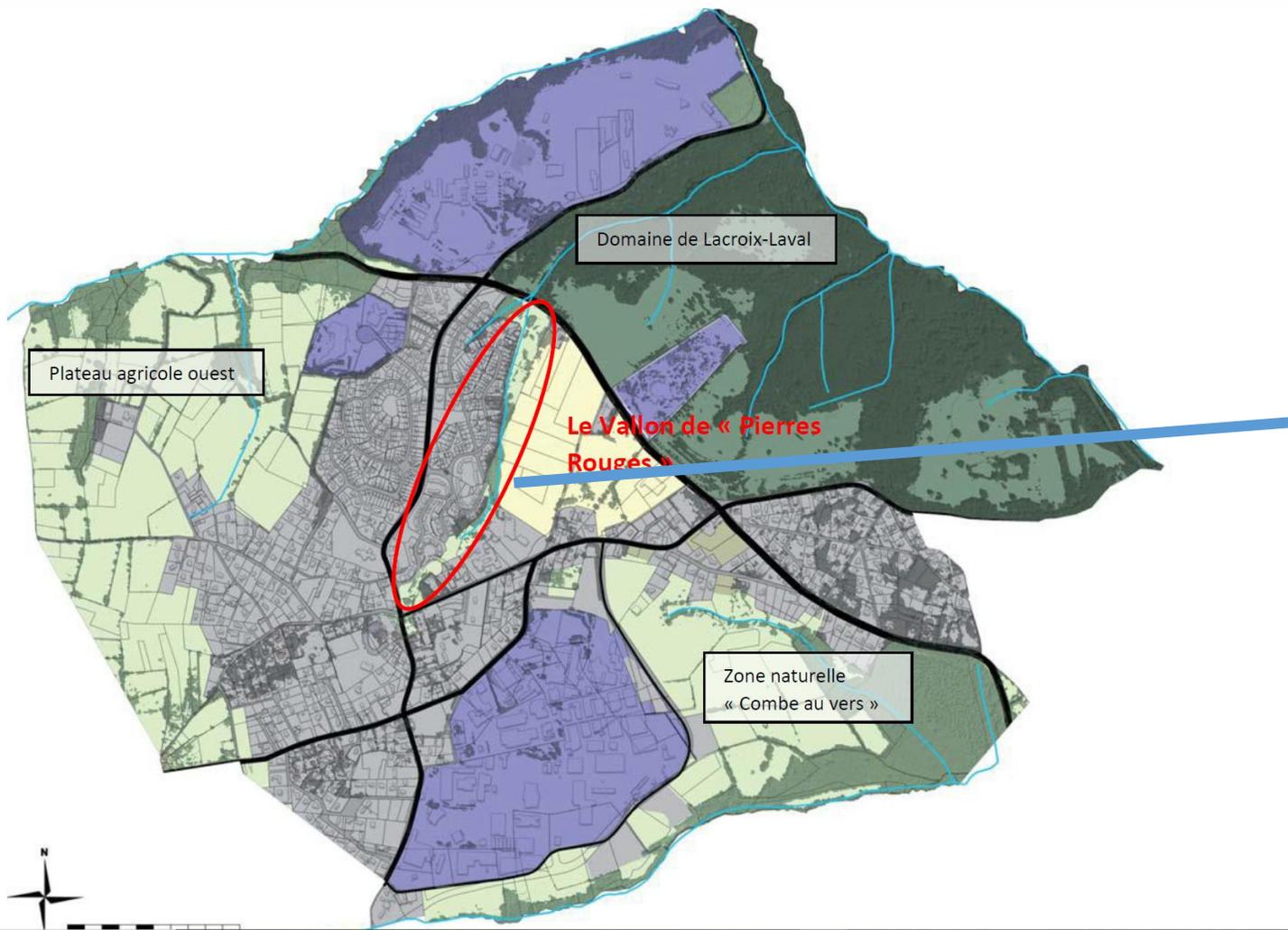
Financement

Excédent 2022 :	2 000 K€
Virement à la section investissement :	500 K€
Subventions (RAR) :	800 K€
Subventions 2023 sur investissements :	300 K€
Autofinancement :	5 100 K€
TOTAL :	8 700 K€

L'investissement reste très dynamique pour les prochaines années

	2023	2024	2025	2026
Rénovation énergétique	X	X	X	X
Amélioration éclairage public	X	X	X	X
Aménagement du Vallon	X	X	X	
Renaturation cour Ecole Élémentaire	X	X		
Construction de la résidence senior		X	X	X
Voirie modes doux	X	X	X	

Le Vallon des Pierres Rouges 1

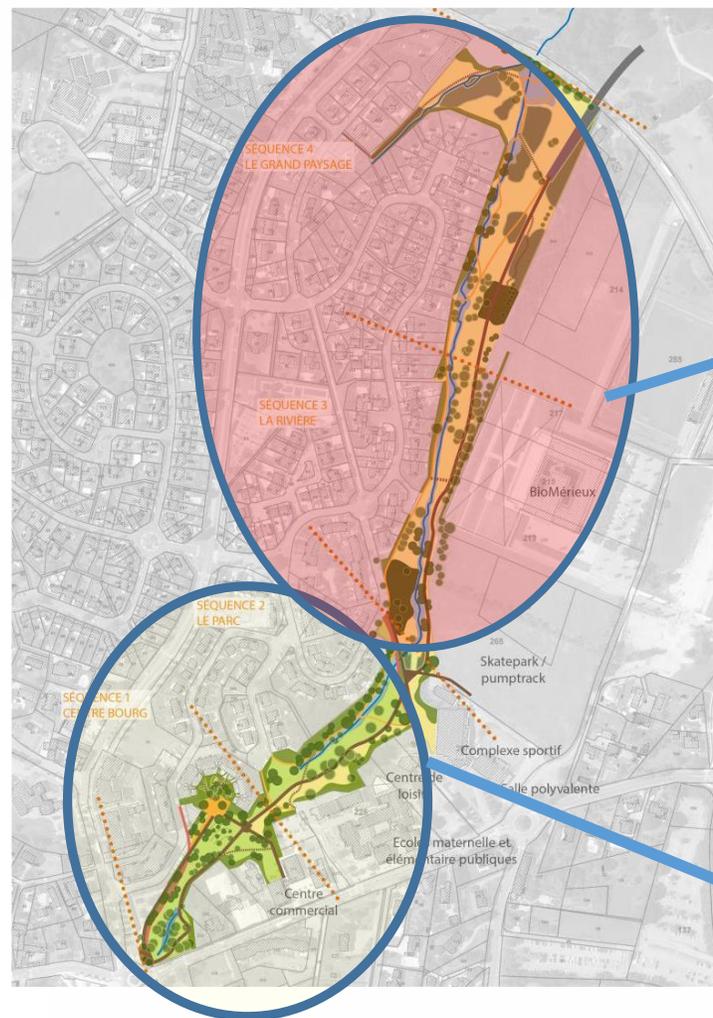
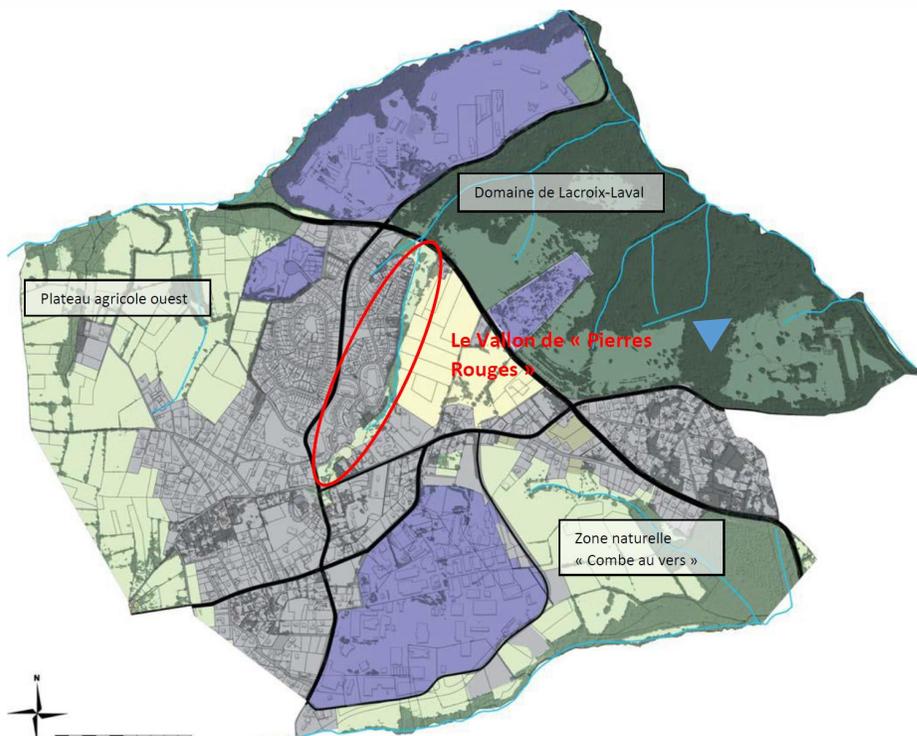


Le Vallon des Pierres Rouges 2

Séquences 1 et 2 coût 2023 : 1 793 K€

Séquences 3 et 4 : coût 2024 : 1 026 K€

Fin des travaux : 2025 : Coût total TTC : 2 819 K€



Séquences 3 et 4
Réalisation 2024

Séquences 1 et 2
Réalisation 2023

DOB 2023

**2023-2026 : Une dette communale
parfaitement maîtrisée**

Détail de la dette des Collectivités territoriales 1

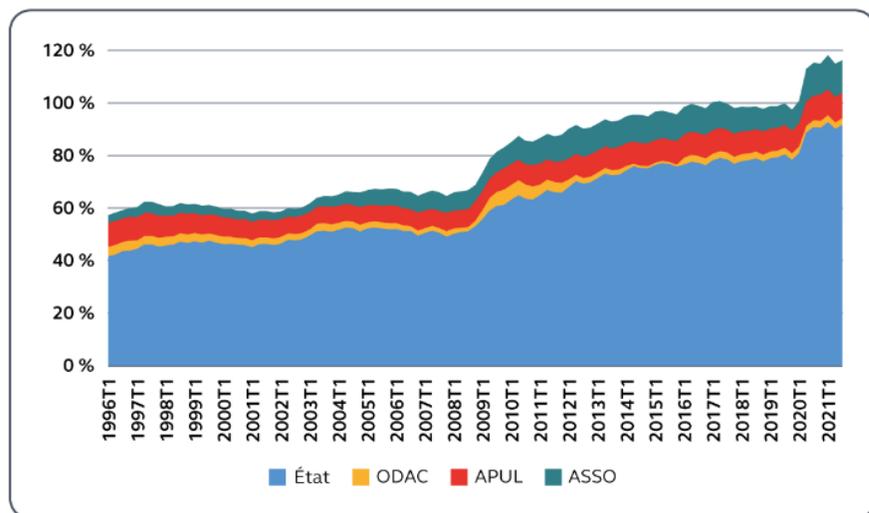
source : rapport CDC 02/2022

Rapportée au produit intérieur brut (PIB), la dette publique est passée de 58,9 points de PIB en 2000, à 83,0 points en 2009, puis 97,6 points en 2019 pour atteindre 116,3 points au troisième trimestre 2021.

- Si le montant de la dette a progressé presque continûment au cours des 20 dernières années, sous l'effet de déficits publics persistants, le ratio de dette publique rapportée au PIB a augmenté très significativement en période de crise.

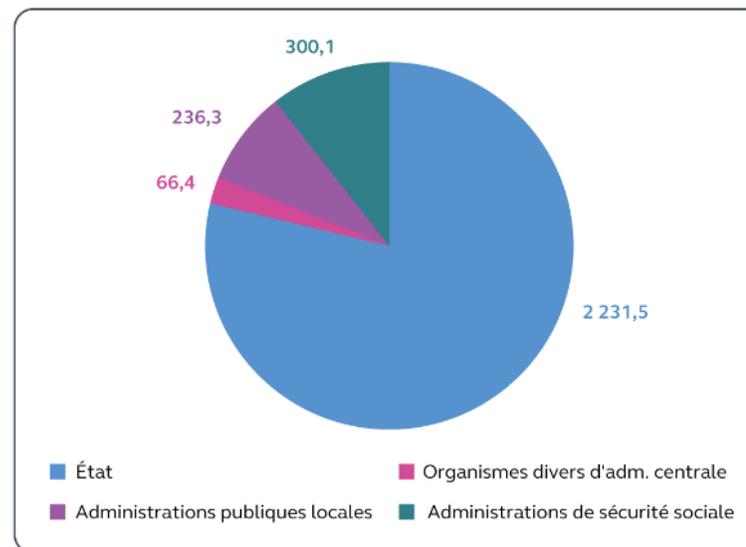
- Son augmentation a ainsi dépassé 18 points de PIB au cours des années 2008-2009 avec la crise financière, et a été de près de 18 points de PIB en 2020.

Graphique n° 1 : évolution de la dette publique par sous-secteur (en points de PIB)



Source : Insee ; données au 30 septembre 2021.

Graphique n° 2 : répartition de la dette des administrations publiques au 30 septembre 2021 (en Md€)



Source : Insee

Détail de la dette des Collectivités territoriales 2

source : rapport CDC 02/2022

La dette des administrations publiques locales (Apul) s'élève à 236 Md€ à la fin du troisième trimestre 2021, soit 8,3 % de l'ensemble de la dette des APU.

Le poids de la dette locale et son niveau ont été relativement contenus : son poids dans le PIB est passé de 8,2 à 10,0 points.

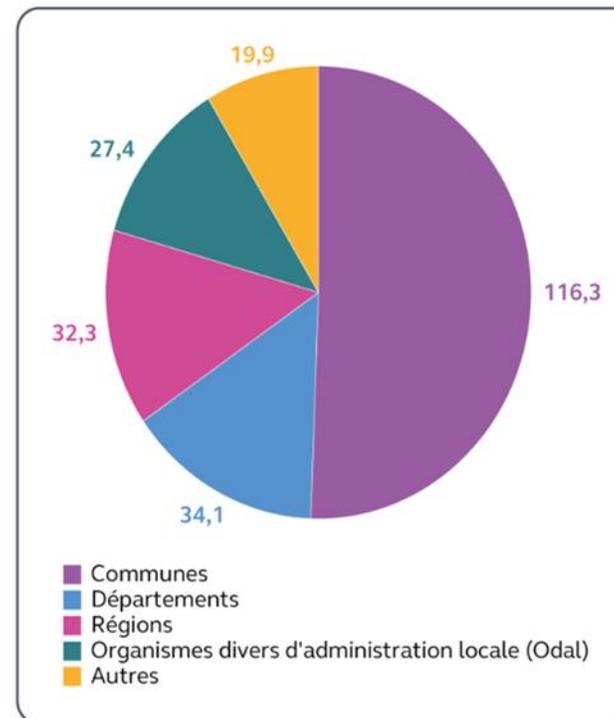
Les Apul sont principalement constituées des collectivités territoriales, qui portent 80 % de la dette locale. La dette des communes 116,3 Md€ en 2020 soit 1 712 € par habitant représente près de la moitié de la dette locale.

Les régions et les départements portent respectivement 32,3 Md€ et 34,1 Md€ de dettes, soit un peu plus de 1 % du total de la dette publique.

Au sein des Apul, la dette des organismes divers d'administration locale (ODAL) progresse depuis 2017, notamment du fait de la Société du Grand Paris (SGP), et atteint 27,4 Md€ en 2020.

La dette de Marcy l'Etoile représente 0.003% de la dette publique des communes

Graphique n° 6 : décomposition de la dette des administrations publiques locales en 2020 (Apul ; en Md€)

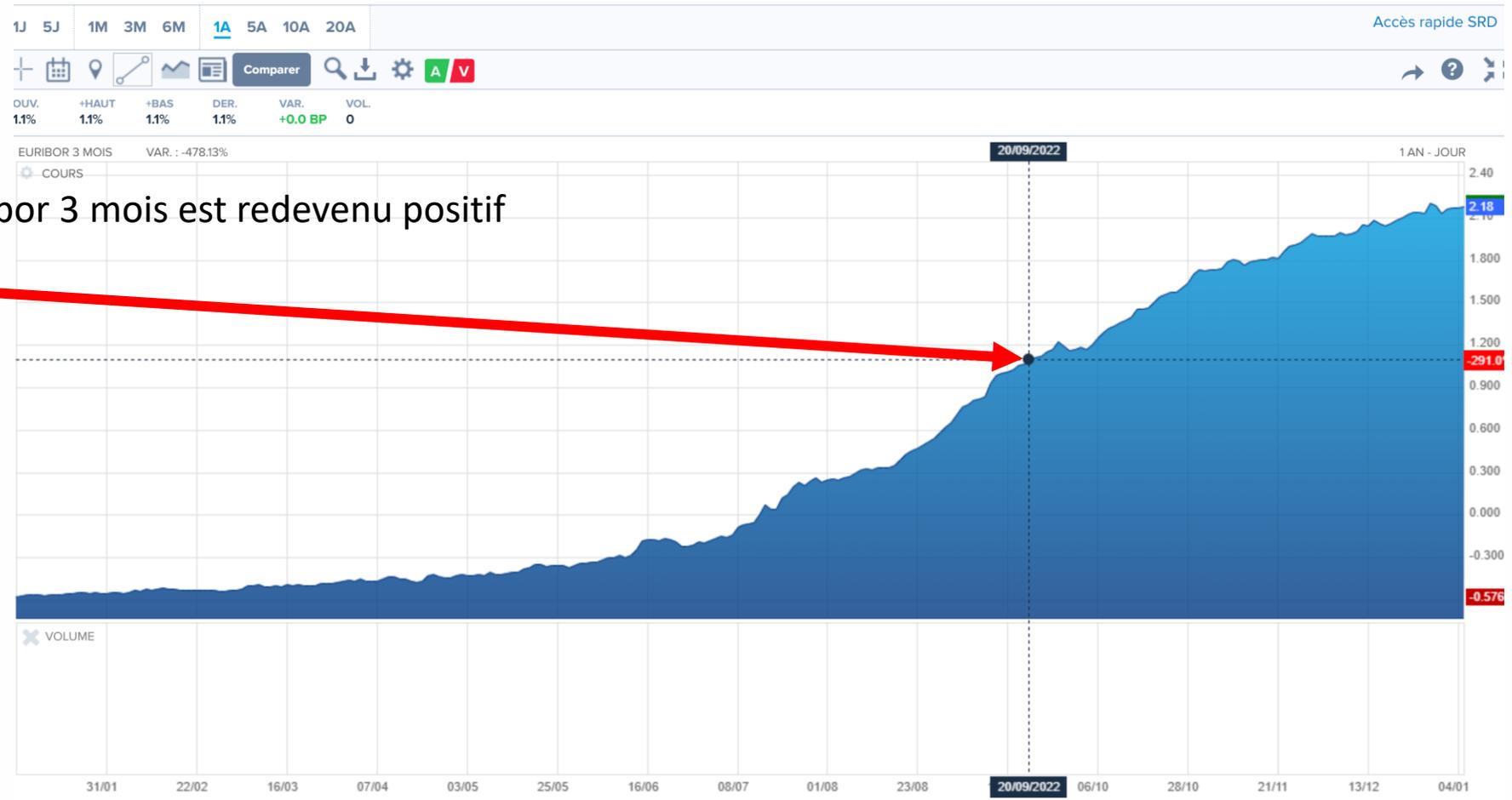


Source : Insee

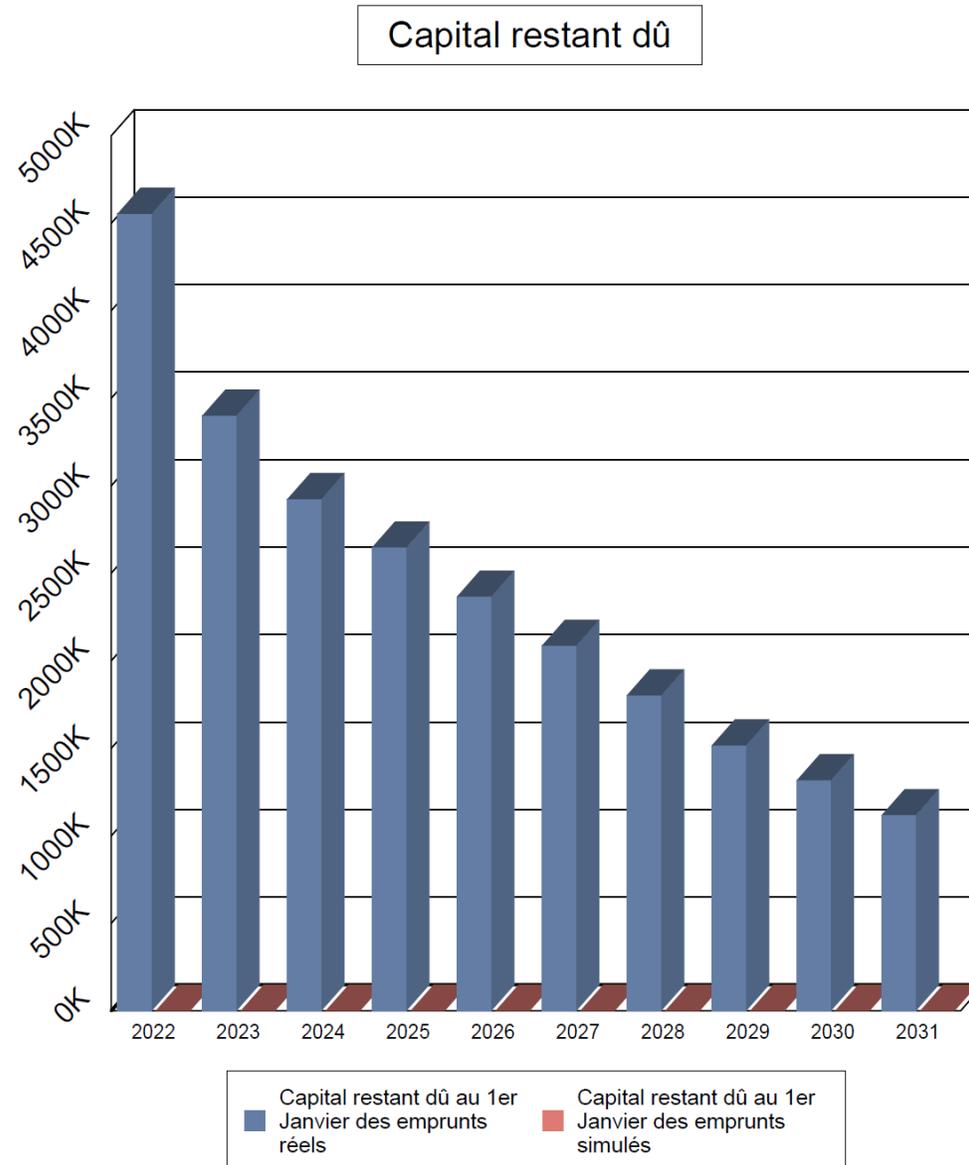
L'endettement est parfaitement maîtrisé

L'augmentation des taux d'intérêts n'a aucune incidence sur la dette du budget communal

Le 20/09/2022 l'Euribor 3 mois est redevenu positif



Dette globale de la commune 2023-2031



- **En 2022 remboursement du prêt relais de 1 Million d'€ sur budget annexe grande Croix.**
- **En 2023 endettement inférieur à 2 ans de résultat net**
- **Dette par habitant : 941 €**

Echéancier dette Marcy l'Etoile

Date : 11/01/2023 18:01

Endettement pluriannuel

MARCY - Commune de Marcy l'Etoile

Budget : Tous les budgets - Période : du 01/01/2022 au 31/12/2031 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2022	1 372 771.34 €	18 764.10 €	1 353 057.24 €	0.00 €	950.00 €	4 552 992.77 €
2023	495 187.95 €	19 458.87 €	475 729.08 €	0.00 €	0.00 €	3 399 935.53 €
2024	295 187.95 €	17 560.17 €	277 627.78 €	0.00 €	0.00 €	2 924 206.45 €
2025	295 187.95 €	15 644.02 €	279 543.93 €	0.00 €	0.00 €	2 646 578.67 €
2026	295 187.95 €	13 710.19 €	281 477.76 €	0.00 €	0.00 €	2 367 034.74 €
2027	295 187.95 €	11 758.47 €	283 429.48 €	0.00 €	0.00 €	2 085 556.98 €
2028	295 187.95 €	9 788.65 €	285 399.30 €	0.00 €	0.00 €	1 802 127.50 €
2029	206 572.87 €	7 800.44 €	198 772.43 €	0.00 €	0.00 €	1 516 728.20 €
2030	206 572.87 €	6 715.29 €	199 857.58 €	0.00 €	0.00 €	1 317 955.77 €
2031	206 572.87 €	5 620.93 €	200 951.94 €	0.00 €	0.00 €	1 118 098.19 €

Débat d'Orientations Budgétaires

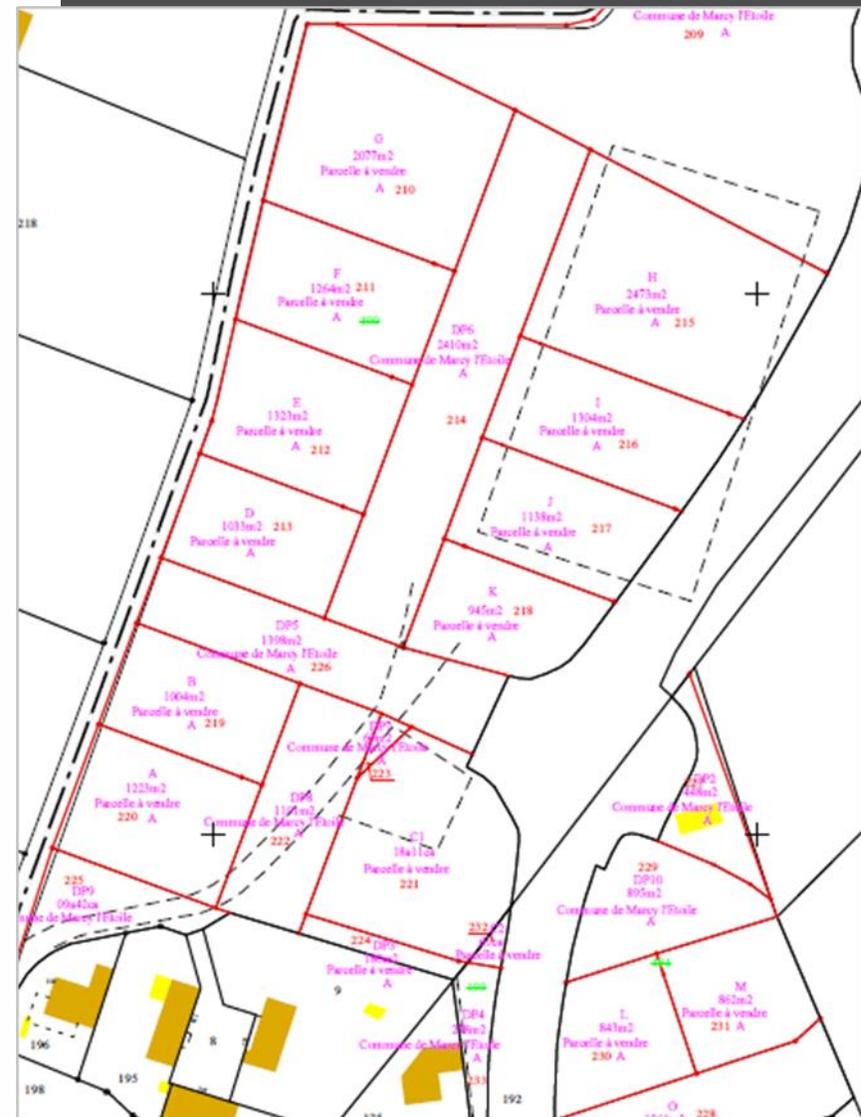
2) Lotissement d'Activité de Grande Croix

Débat d'Orientations Budgétaires 2023

Lotissement d'activité de Grande Croix



Point sur la ZA de Grande Croix au 31/12/2022



LOT	Activité	Compromis	PC Signé	En construction	En activité	En vente
A	Services		X			
B	Architecte d'intérieur	X				
C	Sport			X		
D	Traiteur	X				
E	Siege admin entreprise	X				
F	Architecte	X				
G	Ent Bâtiment			X		
H	Restaurant				Avril 2022	
I	Kinésithérapeute			X		
J	Cabinet Médical				Décembre 2022	
K	?					X
L	SPA			X		
M	Architecte		X			

Synthèse hors taxes de l'opération

Coût des travaux d'aménagement HT : 1 275 K€

Remboursement avance au budget : 200 K€

Coût Total HT : 1 475 K€

Montant ventes effectives de 8 terrains HT : 1 173 K€

Compromis signés sur 4 autres terrains HT : 520 K€

Total ventes HT : 1 635 K€*

***reste 1 lot à 94 K€ HT non inclus dans le calcul**

	LOT	M ² parcelle	ACQUEREUR	compromis HT	Reste à vendre HT	VENTE TTC
1	A	1 223	Services			138 932.80 €
2	B	1 004	Architecte d'intérieur	100 400 €		
3	C	1 813	Sport			205 956.80 €
4	D	1 033	Traiteur	103 300 €		
5	E	1 323	Siege admin entreprise	132 300 €		
6	F	1 264	Architecte	126 400 €		
7	G	2 077	Ent Bâtiment			235 947.20 €
8	H	2 473	Restaurant			280 932.80 €
9	I	1 304	Kinésithérapeute			148 134.40 €
10	J	1 138	Cabinet Médical			129 276.80 €
11	K	945	?		94 500 €	
12	L	843	SPA			95 764.80 €
13	M	862	Architecte			97 923.20 €
		17 302		462 400 €	94 500 €	
						1 332 868.80 €



**Vote du budget
principal et du
budget annexe
le 23 Février 2023**